

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 193

Artikel: D'Albert Speer à Henri Kissinger : vers un tribunal de Nuremberg (bis)?
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016110>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

NOTES DE LECTURE

D'Albert Speer à Henri Kissinger: vers un tribunal de Nuremberg (bis)?

L'été 1938 sera chaud pour Albert Speer. Ne s'est-il pas vu confier par Hitler la construction de la nouvelle Chancellerie du Reich ? Le jeune architecte de 33 ans se démène donc sur le chantier de la Vossstrasse pour bâtir en un an l'édifice de style néo-classique totalitaire qui servira de décor à la grande politique de réorganisation raciale du continent dont rêvent les nazis. Mais de politique, Speer ne s'en soucie guère. Pas plus que des persécutions qui s'aggravent contre ses compatriotes de religion juive. Et lorsque le 10 novembre il découvre, en se rendant au travail, la synagogue incendiée et les magasins juifs éventrés, ce qui le choque dans les ruines de la nuit de cristal c'est « le réveil politique de la rue. Les carreaux brisés des vitrines indisposèrent avant tout mon sens bourgeois de l'ordre. »

L'exil des Kissinger

Ce que l'architecte du Führer ne comprend pas,¹ de nombreux israélites le savent déjà et cherchent à quitter leur pays. Parmi eux la famille Kissinger, dont le père enseigne le latin, le français et l'anglais au lycée de Fürth. Le 15 août 1938, abandonnant la petite ville bavaroise et une existence toute de respectabilité, du moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nazis, les Kissinger s'embarquent sur le « Liberty » à destination des Etats-Unis, rejoindre un lointain cousin.

C'était il y a trente-quatre ans. Devenu ministre de l'armement et des munitions, Alfred Speer connaît les sommets de la gloire et de la puissance. Puis, malgré tous ses efforts, la défaite. A Nuremberg les vainqueurs le condamnent à vingt ans de forteresse pour avoir pris part aux déporta-

tions de travailleurs étrangers, ordonné l'emploi des détenus des camps de concentrations et des prisonniers de guerre russes dans l'industrie d'armement et n'avoir montré en général, dans l'accomplissement de ses fonctions, aucune préoccupation humaine et morale. Ayant pris, presque seul, devant le tribunal et dans ses mémoires la mesure de sa responsabilité et de sa culpabilité, l'ancien favori du Führer est redevenu un simple et respectable citoyen de la République fédérale allemande.

Enrôlé dans l'armée américaine et naturalisé, l'aîné de la famille Kissinger atteindra lui, pendant la guerre, le grade de sergent. En 1947, il obtient une bourse pour poursuivre ses études universitaires à Harvard. A 34 ans, un travail sur les armes nucléaires que lui commande le conseil des relations étrangères le rend brusquement célèbre. Au cinéma, il inspire l'effrayant Dr Folamour, du film du même nom. A Harvard, il parcourt à grandes enjambées la carrière professorale avec des études d'histoire et de science politique qui lui permettent d'approfondir son admiration pour Metternich et Bismarck. Entraînés un moment vers la Maison Blanche à la suite de l'élection de John Kennedy, il ne tarde pas à quitter l'équipe d'universitaires qui entoure le nouveau président, ne pouvant accepter l'ensemble de sa politique étrangère ni surtout la semi-obscurité où il végète. Et après avoir tâté du gouverneur Rockefeller, puis du président Johnson, c'est finalement avec Nixon qu'Henry Kissinger pénètre à la Maison Blanche. Conseiller spécial du président en matière de sécurité nationale, il inspire dès lors une politique étrangère faite à la fois de pragmatisme, de prudence stratégique et d'audace tactique, qui correspond, somme toute assez bien, à la définition de conservateur libéral que se donne Kissinger.

Les Etats-Unis ne sont pas le III^e Reich. Albert Speer ne ressemble en rien, apparemment à Henry Kissinger, hormis le fait que tous deux sont nés en Allemagne, mais à 20 ans et quelques centaines de kilomètres de distance. Et pourtant, plus d'un trait commun les rapprochent, qui tracent entre deux personnes et deux vies si différentes un étonnant, un inquiétant parallèle. Relire les mémoires d'Albert Speer, alors que les avions américains lâchent leurs bombes « intelligentes » sur les villes et sur les digues du Nord-Vietnam, à la limite du génocide, c'est comme suivre, gravé en creux, le contour de la personnalité d'Henry Kissinger.

De la faiblesse à l'ambition

« J'ai besoin de sentir que ce que je fais marque une différence. » Il y a dans cette phrase de Kissinger tout à la fois un aveu de faiblesse et la révélation d'une puissante ambition. Le monumental architectural qui attire le jeune Speer, l'extraordinaire impulsion que le ministre de l'armement et des munitions sait insuffler à la production industrielle allemande témoignent des mêmes sentiments chez le second. L'aveu de faiblesse est complexe, car il touche aux racines profondes de la personnalité, dans ses rapports avec le pouvoir, la politique, etc., sans oublier les femmes.

Des hommes isolés

Hommes d'études par formation, d'action par tempérament, ni Speer ni Kissinger ne représentent vraiment leur milieu et la rapidité fulgurante de leur ascension renforce encore leur isolement professionnel. Au pouvoir, ils demeurent tous deux isolés car ils n'ont derrière eux aucun des corps traditionnels de l'Etat, aucune des formations politiques pour les soutenir. Leur dépendance par rapport au chef qui les a distingués leur permet d'avoir un impact sur la société. Cette dépendance grandit donc avec leur pouvoir, avec l'ascendant même qu'ils exercent sur l'homme qu'ils suivent

¹ Albert Speer, «Au cœur du III^e Reich»
Fayard, Paris 1971.

et à qui ils accordent, avec plus ou moins de fascination, un charisme politique dont ils sont eux-mêmes privés.

Mais ce ne sont là que parallèles superficiels, en regard de leur commune attirance pour l'abstraction des idées, le mépris des hommes, l'efficacité des structures. Trouver les moyens les mieux adaptés à l'accomplissement d'une grande tâche comble ces esprits clairs, analytiques et ordonnateurs, à la recherche d'une grande passion et d'un total dévouement. Ainsi se noue entre l'architecte qui ne veut rien savoir de la politique, et l'historien qui au contraire veut inspirer un grand dessin politique, la commune complicité des joueurs d'échecs. « J'ai passé des années décisives de ma vie, conclut Speer, à servir la technique, ébloui par ses possibilités. A la fin, en face d'elle, ne reste que le doute. »

On sait où la passion du travail bien fait, la volonté de rendement maximum de la machine industrielle dont il avait la responsabilité ont conduit le ministre de Hitler. Après la guerre, l'ancien responsable a reconnu avoir tout su, dans ses grandes lignes, de ce qui se passait dans la barbarie nazie. Mais à un tel degré d'abstraction que tout cela ne faisait que quelques chiffres à soustraire dans les colonnes du bilan nazi.

Le réalisme

Anticommuniste convaincu, Henry Kissinger est persuadé de la supériorité technique, politique et morale des Etats-Unis. Mais il connaît les limites, non pas tant de la puissance que de la politique. Le monde est trop compliqué et les Etats-Unis trop simples, dit-il quelque part. Entre deux attitudes impossibles, un engagement politique et militaire général et un repli complet, il convient donc de trouver les moyens d'assurer le statu quo mondial actuel, dominé par la suprématie des Etats-Unis dans presque tous les domaines, au moyen d'une diplomatie à la fois brutale et subtile, mais toujours réaliste. Telle avait déjà été la grande idée de Bismarck, défensive dans son prin-

cipe, offensive dans son application, une fois achevé l'Allemagne prussienne dont il avait rêvé. Le conseiller spécial du président Nixon a passionnément lu le chancelier allemand, mais à la lumière de l'éclair atomique. La politique étrangère c'est aussi l'art de jouer, échelon par échelon, avec la terrible menace de l'arme totale, avec la grande peur latente de notre siècle.

Le piège du pouvoir

Ainsi s'est-il forgé un instrument conceptuel qui, à la limite, ne le cède en rien à celui que Speer détenait, dans un autre domaine, pour cravacher l'industrie de guerre nazie. Au service de deux régimes fondamentalement différents, dans leurs essences, leurs structures et leurs buts, leurs problèmes et leurs moyens ne sont pas les mêmes. Mais bien leur myopie d'intellectuels pris au piège du pouvoir, du grand pouvoir, celui du technicien qui confond la fin et les moyens, sa mission et celle de son pays, dans la même abstraction universelle. Alors qu'importent les Juifs et les déte-

nus des camps de concentration, qu'importent les populations civiles du Nord-Vietnam lorsqu'il s'agit d'atteindre le but que l'on s'est fixé.

Le langage de la force

Depuis les seigneurs féodaux d'Egypte ou d'Europe qui tuaient et pillaient les populations rurales au cours de leurs expéditions guerrières, jusqu'aux massacres collectifs de notre siècle, les relations entre Etats ont été dominées par le langage de la force et la piétaille, civile ou militaire, a arrosé de son sang la gloire des chefs. Mais ce serait un piètre réalisme que de croire, surtout à l'âge de la technique et de l'atome, qu'il en est toujours ainsi. Ce que le tribunal de Nuremberg a au fond poursuivi en condamnant Albert Speer en 1946, c'est une sorte de crime nouveau, celui que recommence aujourd'hui Henry Kissinger, avec moins d'excuses encore, et que l'on pourrait qualifier de crime contre l'humanité par excès d'abstraction. N'est-ce pas après tout l'une des formes nouvelles de la volonté de puissance ?

La terre promise

Bien sûr, un magazine comme Eigentumwohnung und Ferienappartement (Allemagne fédérale) est préparé à l'avance. On ne nous fera cependant pas facilement croire que les deux articles sur la Suisse, du numéro 6 (août-septembre 1972) n'auraient pas pu être éliminés en cours de correction du cahier. Les a-t-on laissés uniquement pour faire envie aux acheteurs allemands privés de la chance d'acheter un logement en Suisse ?

Un de ces articles affirme : A Anzère, tout est presque parfait (« In Anzère ist fast alles perfekt »). L'article contient diverses allusions à la « Lex von Moos » (« nicht so streng ge-

nommen ») et à des mesures qui pourraient être prises contre la vente à l'encan de la patrie, mais elles sont tenues alors pour peu probables. L'article est bien ancien !

L'autre article décrit la sûreté des placements en Suisse. Il a été rédigé par un avocat de Cologne et parle de séjour et d'établissement, d'autorisation de travail, de l'obligation de servir, de l'activité politique des étrangers, des caractéristiques de la propriété foncière en Suisse, du nouvel accord fiscal germano-suisse, et nous en passons.

La Suisse reste la terre promise. Combien de temps encore ?